

N° 5229⁸

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

relative à la concurrence

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'ECONOMIE, DE L'ENERGIE,
DES POSTES ET DES TRANSPORTS**

(27.4.2004)

La Commission se compose de: M. John SCHUMMER, Président; Mme Agny DURDU, Rapporteuse; M. François BAUSCH, M. Lucien CLEMENT, Mme Mady DELVAUX-STEHRES, M. Marcel GLESENER, M. Gusty GRAAS, M. Fernand GREISEN, M. Norbert HAUPERT, M. Marcel SAUBER et M. Marc ZANUSSI, Membres.

*

ANTECEDENTS

Le projet de loi sous rubrique a été déposé en date du 31.10.2003.

L'Union luxembourgeoise des Consommateurs a émis son avis le 22.1.2004. L'avis commun de la Chambre des Métiers et de la Chambre de Commerce date du 29.1.2004.

Le Gouvernement a amendé son propre projet de loi les 2.3.2004 et 15.1.2004.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 16.3.2004.

La Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports a analysé le projet en date du 18.3.2004. Elle a adopté huit amendements qui ont été envoyés au Conseil d'Etat par lettre d'amendement du 23.3.2004. L'avis complémentaire du Conseil d'Etat a été émis le 20.4.2004.

La Commission a réexaminé le texte dans sa séance du 27.4.2004. Le présent projet de rapport a été adopté dans la même réunion.

*

OBJET DU PROJET DE LOI

Au Luxembourg le droit de la concurrence est marqué par l'existence d'un Office des Prix, par l'existence de la loi du 17.6.1970 concernant les pratiques commerciales restrictives et par l'existence de la législation sur la concurrence déloyale. Si la création de l'Office des Prix était justifiable voire nécessaire dans les années de pénurie générale de l'après-guerre, il est un fait que le recours à cette institution de régulation des prix a été de plus en plus réduit au fil du temps pour s'estomper entièrement dans les dernières années.

La législation sur la concurrence déloyale, souvent confondue avec les règles de concurrence visant à sanctionner des ententes anticoncurrentielles et des abus de position dominante, vise moins l'établissement d'un environnement sain de la concurrence. Elle vise la protection des intérêts particuliers en permettant à un commerçant de se protéger contre les agissements abusifs d'un concurrent.

L'Union Européenne a dès sa création par le Traité de Rome du 25 mars 1957 misé sur l'établissement d'une concurrence saine entre les Etats membres. Pour ce faire la Communauté Européenne se base essentiellement sur deux articles à savoir l'art. 81 prohibant les accords anticoncurrentiels et

l'art. 82 prohibant les abus de position dominante. Ainsi le règlement (CE) No 1/2003 au Conseil du 16 décembre 2002 (ci-après: Règlement No 1/2003) relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence prévues aux art. 81 et 82 du Traité oblige-t-il les Etats membres à désigner des autorités nationales de concurrence et à les doter des compétences nécessaires pour le 1er mai 2004. Ce règlement veut un renforcement du rôle des Etats membres dans le contrôle du respect des art. 81 et 82 du Traité.

Le Luxembourg est le seul pays européen à ne pas disposer d'une autorité de concurrence. Le gouvernement a partant élaboré le présent projet de loi, affirmant le principe de la libre concurrence et introduisant un Conseil de la concurrence, autorité administrative indépendante.

Parallèlement à l'adoption de cette loi, il sera procédé à l'abrogation de la loi du 17 juin 1970 concernant les pratiques commerciales restrictives, de la loi du 2 septembre 1993 créant les conditions d'application de la loi précitée, des règlements No 17, No 4064/89 et 659/1999 du Conseil et de la loi du 7 juillet 1983 modifiant la loi du 30 juin 1961 concernant l'office des prix.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Pour les besoins de la présentation des travaux de la Commission parlementaire, le rapport se référera expressément à la subdivision choisie dans le projet de loi.

Article 1: Champ d'application

L'art. 1er du projet de loi stipule que la loi s'appliquera à toutes les activités de production et de distribution de biens et de prestation de services. Sont visés le secteur public et le secteur privé.

Le Conseil d'Etat rappelle à juste titre que le Conseil de la concurrence s'occupera de tous les secteurs de l'économie même du secteur financier si son domaine de compétence est visé, et s'imposera par voie de conséquence aux autorités sectorielles.

La modification rédactionnelle proposée par le Conseil d'Etat est acceptée par la Commission.

I) De la concurrence sur le marché

Les articles 2 à 5 reprennent la philosophie européenne en matière de concurrence, à savoir l'affirmation du principe de la libre concurrence (art. 2), l'interdiction des ententes et les exceptions à cette interdiction (art. 3 et 4), et l'interdiction des abus de position dominante (art. 5).

Article 2: Liberté des prix

L'alinéa 1er stipule qu'en principe les prix des biens et services résultent du libre jeu de la concurrence sur le marché. L'alinéa 2 prévoit la possibilité de fixer par voie de règlements grand-ducaux les prix ou marges applicables aux biens, produits et services dans certaines conditions particulières que sont une situation concurrentielle insuffisante ou l'existence de textes législatifs.

L'alinéa 3 prévoit que des règlements grand-ducaux peuvent pendant une durée maximale de 6 mois prévoir des mesures pour parer à des hausses ou baisses de prix excessives dues à un dysfonctionnement conjoncturel dans un ou plusieurs domaines d'activités économiques.

Concernant les prix des produits pétroliers l'alinéa 4 stipule que le Ministre de l'Economie peut conclure avec des entreprises du secteur des contrats de programme prévoyant des prix maxima et ce pour une durée indéterminée. Au cas où de tels accords ne seraient pas conclus, un règlement grand-ducal fixe les prix maxima.

Le non-respect des règlements pris en exécution des alinéas 2 et 3 est sanctionné par des amendes allant de 251 à 50.000 €.

Dans leur avis commun du 29.1.2004, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers marquent leur accord avec le principe du jeu de la libre concurrence. Elles attirent l'attention sur certaines situations spécifiques telles que le marché des libraires et l'importation et la diffusion de produits de la presse internationale. Les Chambres professionnelles auraient préféré qu'un prix unique pour les livres soit expressément prévu comme exception à l'alinéa 2.

La Commission parlementaire préfère maintenir la rédaction de l'alinéa 2 ne se référant à aucun secteur particulier. Le recours à cet alinéa peut être fait tant pour le secteur des livres que pour celui des produits de presse internationale, si les conditions de l'alinéa sont remplies.

Les Chambres approuvent l'alinéa 4 concernant les produits pétroliers et demandent expressément le maintien des prix fixes des auto-écoles.

La Chambre des Métiers demande expressément la libéralisation des prix des taxis.

La Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports a discuté les problèmes évoqués. Elle a constaté qu'il existe deux règlements fixant des prix dans le secteur des produits pharmaceutiques et dans le domaine des courses de taxi. Concernant les premiers, les membres de la Commission n'entendent pas renoncer à la fixation des prix. Concernant les courses de taxi, la Commission n'a pas estimé opportun à l'heure actuelle d'agir. Ainsi dans sa séance du 18.3.2004, la Commission a-t-elle soumis un amendement au Conseil d'Etat stipulant expressément que les prix fixes pour taxis et médicaments, institués par règlement grand-ducal, trouvent leur base légale dans l'article 2 alinéa 2 du présent projet de loi. Dans son avis complémentaire du 20.4.2004, le Conseil d'Etat a à juste titre relevé que le renvoi à un alinéa d'un article réglant une situation particulière n'est pas une base légale adéquate pour un règlement.

En conséquence la Haute Corporation estime nécessaire d'insérer un nouvel alinéa 5 à l'art. 2 du texte de loi prévoyant un régime d'exception pour les produits pharmaceutiques et les courses de taxi.

Le Conseil d'Etat a ensuite attiré l'attention de la Commission parlementaire sur la problématique de l'indication des prix des produits et des services et a suggéré d'insérer un alinéa 6 stipulant que des règlements grand-ducaux peuvent indiquer ces prix.

La Commission a décidé de suivre le Conseil d'Etat.

Les Chambres professionnelles avaient critiqué dans leur avis que les sanctions pénales de l'al. 7 (anciennement 5) ne s'appliquaient pas à l'al. 4. Le Conseil d'Etat n'avait pas réagi à cette critique et la Commission parlementaire estime que le renvoi à l'alinéa deux de l'art. 2 prévu à l'al. 7 doit suffire pour appréhender des infractions sanctionnables en vertu de l'art. 2 al. 7.

La Commission, au vu de l'ajoute des alinéas 5 et 6, constate que l'alinéa 7 ne renvoie pas à ces alinéas.

Pour la réglementation des prix des taxis et produits pharmaceutiques la Commission estime que s'impose ici le même raisonnement que pour l'alinéa 4. Le renvoi à l'art. 2 alinéa 2 suffit pour établir infractions et sanctions.

Concernant la réglementation de l'indication des prix, une ajoute à l'al. 7 est nécessaire. Comme le Conseil d'Etat a inséré lui-même les deux alinéas 5 et 6, la Commission estime que le renvoi de l'al. 7 à l'al. 6 est une modification non substantielle mais s'inscrivant dans la logique même du Conseil d'Etat.

L'art. 2 comportera donc désormais 7 alinéas, conformes aux vœux et au raisonnement du Conseil d'Etat.

La Commission parlementaire constate avec satisfaction que l'ULC, dans son avis, approuve le principe de l'article 2. L'ULC est d'avis que l'Etat doit maintenir un instrument lui permettant d'agir contre des marges bénéficiaires excessives.

Comme l'ULC approuve expressément l'alinéa 2 de l'art. 2, la Commission parlementaire estime que cet alinéa est l'instrument adéquat pour les autorités nationales en cas d'abus.

L'ULC attire l'attention de la Commission parlementaire sur l'intention de la Commission européenne de faire ouvrir les professions libérales (ex. avocat, notaire, architecte, ingénieur) au libre jeu de la concurrence et regrette que le présent projet de loi ne dénonce pas les professions libérales. Comme l'Union européenne publiera un rapport sur les tarifs pratiqués dans l'Union et laissera dans un premier temps le soin aux autorités nationales d'en tirer les conclusions adéquates, la Commission parlementaire juge qu'il serait inopportun car prématuré d'agir dans le secteur libéral.

Articles 3 et 4: Les ententes: nullité de plein droit, interdiction et exemption

Les art. 3 et 4 du projet de loi interdisent tout accord entre entreprises ou toute décision d'association d'entreprises qui aurait pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché. De tels accords sont nuls de plein droit. Des ententes peuvent être admises

si elles contribuent à améliorer la production ou la distribution des produits ou à promouvoir le progrès technique ou économique.

Les Chambres professionnelles suggèrent que la rédaction de l'art. 3 s'aligne plus sur la rédaction du texte français. En effet elles préfèrent que les juges nationaux aient à leur disposition un texte clair et précis. Elles craignent aussi l'interprétation jurisprudentielle qui sera donnée aux termes „entente“ et „marché“.

L'ULC partage la volonté des auteurs du projet de loi d'accepter des ententes compte tenu de leur „portée sociale“. Cependant elle rappelle aux auteurs du projet de loi la décision de condamnation de la Commission européenne à l'encontre des brasseries luxembourgeoises en arguant que même les petites et moyennes entreprises ne peuvent pratiquer des restrictions de concurrence flagrantes. L'ULC profite de l'occasion pour plaider pour la levée du moratoire d'établissement des grandes surfaces commerciales.

L'ULC critique l'art. 4 en ce qu'il admet des ententes qui trouvent leur origine dans un texte réglementaire et administratif. Tout comme les Chambres professionnelles, elle attire l'attention sur les difficultés d'interprétation qui pourraient naître dans l'interprétation de la notion de „marché“.

La Commission, sur base des avis sub décrits et de l'avis du Conseil d'Etat, a décidé de modifier les textes des articles 3 et 4 conformément à l'approche du Conseil d'Etat.

Cependant la Commission a opté pour une rédaction quasi identique des art. 3 et 4 à l'article 81 du Traité de l'Union européenne, partant elle n'opte pas pour la version française.

Un des arguments ayant déterminé la Commission dans sa décision sont précisément les craintes exprimées par les Chambres professionnelles et l'ULC au niveau de l'interprétation des termes „entente“ et „marché“. La rédaction „européenne“ des articles incitera les juges et les acteurs du secteur à s'inspirer d'office de la jurisprudence européenne et non pas de se cantonner à des textes plus restrictifs voire différents des textes européens. Le Conseil d'Etat a à juste titre soulevé la bonne démarche des auteurs de se référer à „un“ marché concerné. Ainsi pour un secteur déterminé le marché pourra-t-il se limiter au marché géographique luxembourgeois alors que pour un autre secteur il faudra se référer au marché dans la grande région.

Article 5: Interdiction des abus de position dominante

Les abus de position dominante sont interdits purement et simplement, aucune dérogation ne sera admissible. L'art. 5 énumère de façon non limitative des situations d'abus p.ex. imposer des prix d'achat ou de vente, limiter la production ou les débouchés.

Ni les Chambres professionnelles, ni l'ULC ni le Conseil d'Etat n'ont émis des remarques particulières à l'égard de cet article. Partant la Commission a retenu la version originale de cet article.

II) Du Conseil de la concurrence et de l'Inspection de la concurrence

Le Règlement No 1/2003 exige la mise en place d'une autorité nationale de concurrence. En conséquence le présent projet de loi instaure un Conseil de la concurrence et une Inspection de la concurrence. Le principe même de l'instauration de ces deux organes n'a pas été critiqué. Cependant tous les avis expriment le souci d'obtenir un Conseil et une Inspection indépendante. La Commission parlementaire partage entièrement ce souci et a en conséquence adopté certaines modifications, surtout sous l'égide du Conseil d'Etat qui a insisté à séparer de façon claire les missions et pouvoirs du Conseil de concurrence dans sa mission de preneur de décision de la concurrence et de l'Inspection de la concurrence dans sa fonction de recherche et d'instruction des infractions.

1. Du Conseil de la concurrence

L'art. 6 prévoit tout d'abord la création d'un Conseil de la concurrence. Il s'agira d'une autorité administrative indépendante appelée à veiller à l'application des articles 3 à 5 du présent projet de loi. Aux termes de l'art. 7 ce Conseil sera un organe collégial composé d'un Président et de deux conseillers. Cinq conseillers suppléants seront nommés pour tenir compte d'éventuels risques de partialité en raison de relations personnelles ou professionnelles. L'art. 7 précise pour le surplus les exigences au niveau de la formation ou de l'expérience professionnelle des conseillers, la durée de leur mandat, leur indemnisation et leur affiliation à la Sécurité Sociale. Toutes les suggestions de texte du Conseil d'Etat

ont été reprises par la Commission parlementaire. L'art. 6 détermine les missions confiées au nouvel organe. Elles sont au nombre de cinq :

- veiller à l'application des articles 3 à 5 du présent projet de loi
- appliquer les art. 81 et 82 du Traité et ce à titre exclusif lorsqu'il y va du commerce intracommunautaire
- retirer le bénéfice de l'exemption accordée sur base du Règlement (CE) No 2790/1999 de la Commission (accords verticaux et pratiques concertées exemptés)
- représenter le pays dans le réseau des autorités européennes de la concurrence mis en place par le Règlement No 1/2003
- organiser ses travaux et établir son règlement intérieur

Dans son avis complémentaire, le Conseil d'Etat a insisté sur l'utilisation du terme „assumées“ en lieu et place du mot „désignées“. La Commission a repris cette modification.

Les Chambres professionnelles ont insisté dans leurs avis respectifs à ce que le Conseil de la concurrence se voit attribuer „une fonction consultative en matière de proposition de loi ou de règlements grand-ducaux touchant au domaine de la concurrence, et notamment en ce qui concerne les exceptions prévues à l'art. 2 du projet de loi sous avis“. (avis des Chambres p. 5). L'ULC demande de son côté à ce que „le Conseil de la consommation soit investi de la mission de conseiller le Conseil de la concurrence (avis ULC p.6).

A noter aussi que les Chambres „ne sont pas convaincues de la nécessité d'une distinction formelle entre le Conseil indépendant de la concurrence lui-même et les agents qui effectueront les démarches et contrôles sur le terrain“.

La Commission a décidé d'opter pour une autorité de concurrence nationale indépendante et elle a décidé de ne pas maintenir le texte initial du projet de loi selon lequel le Président du Conseil présidait l'Inspection de la concurrence. Il serait ainsi juge et partie à la fois. Le rapporteur tient à rappeler ici la condamnation que le Luxembourg a encourue dans l'arrêt Procola. A l'époque le Conseil d'Etat donna ses avis sur des projets et/ou propositions de loi et en même temps siégeait comme juge administratif. La Commission parlementaire estime que l'approche des Chambres exposerait le Luxembourg au risque d'une condamnation analogue à celle de l'affaire Procola.

2. De l'Inspection de la concurrence (art. 8)

Concernant l'art. 8 du projet de loi, la Commission a fait sienne l'approche du Conseil d'Etat. La Haute Corporation a tenu à ce que l'Inspection de la concurrence ne soit pas dirigée par le Président du Conseil mais par un rapporteur général. Ce faisant l'Inspection devient indépendante du Conseil.

L'Inspection est un service instauré auprès du Ministère de l'Economie. Seuls des fonctionnaires de la carrière supérieure seront nommés aux fonctions de rapporteur général et de rapporteur. Des cadres de la carrière supérieure ou moyenne pourront être nommés inspecteur.

Les missions de l'inspection sont au nombre de quatre:

- recevoir les plaintes de non-respect au présent projet de loi, et aux art. 81 et 82 du Traité
- constater les infractions au présent projet de loi
- rechercher les infractions en instruisant à charge et à décharge le dossier soumis
- saisir le Conseil de la concurrence

Le Conseil d'Etat a suggéré de faire appliquer l'art. 7 aux membres de l'Inspection. La Commission n'a pas suivi l'approche du Conseil d'Etat.

Dans son avis complémentaire, le Conseil d'Etat a fait remarquer à juste titre que les agents de l'Inspection doivent prêter serment. La Commission parlementaire a décidé d'introduire le nouveau paragraphe 3 dans la forme et teneur suggérées par le Conseil d'Etat.

3. La saisine du Conseil (art. 9)

La saisine du Conseil est large. Ainsi, le Conseil peut être saisi par

- l'Inspection de la concurrence
- une personne morale

- une personne physique
- le Ministre de l'Economie

La forme de la saisine sera soit une lettre motivée soit une déclaration au Conseil de la concurrence.

Les modifications rédactionnelles proposées par le Conseil d'Etat ont été reprises. L'autosaisine du Conseil a été supprimée suite à la crainte exprimée par le Conseil d'Etat que cette possibilité serait une atteinte à la neutralité du Conseil de concurrence. Par contre, comme la Commission a procédé à une séparation des missions du Conseil et de l'Inspection de la concurrence, il est devenu nécessaire de prévoir expressément la saisine du Conseil de la concurrence par l'Inspection. La Commission a ainsi repris l'argumentation contenue dans l'avis complémentaire du Conseil d'Etat.

4. Des décisions du Conseil

a) Constatation et cessation de l'infraction (art. 10)

En cas d'infraction constatée, le Conseil peut obliger par voie de décision les entreprises concernées à cesser l'infraction.

A cette fin il peut imposer toute mesure coercitive.

Le Conseil d'Etat a insisté à ce que les mesures coercitives soient proportionnées à l'infraction retenue à charge de l'entreprise et nécessaire à faire cesser l'infraction.

La Commission parlementaire a retenu les exigences rédactionnelles du Conseil d'Etat.

b) Mesures conservatoires (art. 11)

Le Conseil peut prendre des mesures conservatoires à condition que la pratique dénoncée porte une atteinte grave, immédiate et irréparable au monde économique ou au plaignant et à condition qu'une telle mesure soit demandée par le plaignant. La durée de cette mesure est limitée à la durée nécessaire à faire trancher l'affaire au fond. Le Conseil d'Etat a estimé qu'il est inutile de stipuler de façon expresse que la décision du Conseil soit passible d'un recours devant le Président du Tribunal administratif conformément à l'art. 11(2) du règlement de procédure devant les juridictions administratives. La Commission parlementaire a suivi le Conseil d'Etat et a repris les modifications proposées par la Haute Corporation, notamment les propositions rédactionnelles de l'avis complémentaire.

c) Engagements (nouvel art. 12)

Suite aux remarques formulées par le Conseil d'Etat dans son avis du 16 mars 2004, la Commission parlementaire a décidé d'introduire un art. 12 nouveau où sont reprises les dispositions de l'art. 9 du Règlement. Sur base de ce texte une entreprise en infraction peut offrir au Conseil des engagements de nature à répondre aux préoccupations du Conseil. Le Conseil peut rendre ces engagements obligatoires.

L'alinéa 2 précise les conditions de réouverture de la procédure.

Dans son avis complémentaire du 20.4.2004, le Conseil d'Etat a rappelé que la suppression de l'autosaisine du Conseil de l'art. 9 nécessite logiquement la suppression des termes „ou de sa propre initiative“, à l'art. 12 paragraphe 2. Ce raisonnement est repris par la Commission parlementaire.

5. Des pouvoirs d'enquête

a) Demandes de renseignements (nouvel art. 13)

La Commission parlementaire a amendé le texte initial en le conformant à l'avis du Conseil d'Etat. En effet, les pouvoirs d'enquête et de sanction sont séparés. L'Inspection est autorisée à demander sur simple demande ou sur décision des renseignements à une entreprise ou à une association d'entreprises. A peine de nullité l'Inspection devra

- indiquer la base juridique et le but de la demande
- préciser les renseignements demandés
- fixer le délai pour la fourniture des renseignements

- indiquer les sanctions de l'art. 18
 - dans l'hypothèse d'une décision de demande de renseignement, indiquer les voies de recours
- Le paragraphe (4) sera déplacé sous le nouvel art. 18.

b) Pouvoir de recueillir des renseignements (nouvel art. 14)

Le Conseil d'Etat a tenu à ce que ce pouvoir soit réservé à l'Inspection de la concurrence. La Commission parlementaire, ayant fait sienne l'approche du Conseil d'Etat, a repris la modification textuelle proposée.

c) Pouvoirs en matière d'inspection (nouvel art. 15)

Le Conseil d'Etat a proposé une nouvelle rédaction de cet article qui a été entièrement reprise par la Commission parlementaire.

L'Inspection pourra, sur base d'une ordonnance du juge d'instruction, procéder à toutes les inspections nécessaires auprès des entreprises et associations d'entreprises concernées. L'article précise que les enquêteurs pourront accéder à tous les locaux, terrains ou moyens de transport à usage professionnel. Les perquisitions devront toujours se faire en présence du dirigeant de l'entreprise ou de l'occupant des lieux ou de leur représentant.

Les modifications proposées par le Conseil d'Etat garantissent, à l'avis de la Commission parlementaire, tant les possibilités des enquêteurs que les droits de la défense. Elles ont donc été retenues.

d) Inspection d'autres locaux (nouvel art. 16)

Le projet de loi permet à l'Inspection de procéder à des enquêtes spéciales pour les opérations de recherche devant avoir lieu en dehors du site de l'entreprise. Est compris dans ces sites le domicile privé du dirigeant de l'entreprise. Afin de garantir au maximum tous les droits des parties en cause le Conseil d'Etat a insisté à ce que toutes les dispositions de l'article précédent soient respectées. Ainsi la Commission a-t-elle décidé de reprendre le texte du nouvel art. 15. Cet amendement a été soumis au Conseil d'Etat. Dans son avis complémentaire du 20.4.2004, la Haute Corporation a estimé que cette rédaction était trop lourde. Elle a fait une proposition de modification du paragraphe 3 que la Commission parlementaire a reprise.

e) Expertises (nouvel art. 17)

Comme pour le nouvel art. 14, le Conseil d'Etat demande à ce que la possibilité de recourir à des experts soit réservée à l'Inspection de la concurrence. La Commission parlementaire se rallie à cette proposition.

6. Des sanctions

a) Les amendes (nouvel art. 18)

L'art. 23 du Règlement communautaire autorise la Commission à infliger des amendes à l'entreprise en infraction. Au niveau national les auteurs du projet de loi avaient proposé que certaines infractions soient à émettre par le juge judiciaire et d'autres par le Conseil de la concurrence.

Le Conseil d'Etat se soucie de ce que les deux ordres judiciaires pourraient interpréter différemment les textes leur soumis.

Comme les amendes peuvent être très élevées (1-5 % du chiffre d'affaires annuel) les deux Chambres professionnelles insistent à ce que les amendes soient exclusivement à infliger si des renseignements faux ou incomplets sont fournis intentionnellement. La Commission parlementaire constate que le Règlement communautaire prévoit lui-même la sanction des renseignements erronés ou incomplets sans distinction qu'il y ait intention ou non. En conséquence, la Commission parlementaire reprend l'idée du Règlement, même si elle peut comprendre les craintes exprimées.

Au vu des soucis et réticences du Conseil d'Etat, la Commission parlementaire a proposé une nouvelle rédaction de l'art. 18 tout en restant proche du texte du Règlement communautaire, en se référant au principe d'amendes proportionnées à la gravité et à la durée des faits.

Dans son avis complémentaire le Conseil d'Etat maintient son opposition formelle du texte proposé par la Commission parlementaire. Il craint une pression inacceptable sur l'entreprise concernée, qui serait encore accentuée par la sévérité des peines prévues.

La Haute Corporation rappelle la jurisprudence de la Cour de Justice que „lors d'une demande de renseignements, la Commission ne saurait imposer à une entreprise l'obligation de fournir des réponses pour lesquelles celle-ci serait amenée à admettre l'existence de l'infraction dont il appartient à la Commission d'établir la preuve“. (affaire Aalborg Portland / Com du 7.01.2004 et arrêt Orkem / Com 374/87 Rec p. 3283 pr.35).

La Commission parlementaire, dans sa séance du 27.4.2004, a décidé de se rallier au Conseil d'Etat.

Le terme „retenu“ dans le paragraphe 2 est repris.

b) Immunité et réduction des amendes (nouvel art. 19)

Cet article fait bénéficier d'une exemption ou d'une réduction de l'amende l'entreprise qui dénonce une entente non connue aux autorités ou collabore avec les autorités. L'article est accueilli favorablement par les Chambres professionnelles.

Le Conseil d'Etat a formulé des modifications rédactionnelles à l'égard de cet article. La Commission parlementaire a repris intégralement la position du Conseil d'Etat.

c) Astreintes (nouvel art. 20)

Afin d'obliger les entreprises à fournir les renseignements demandés, le Conseil peut infliger des astreintes aux entreprises concernées. Il en fixera le taux. Le Conseil d'Etat estime que 3 hypothèses peuvent conduire à l'établissement des astreintes :

1. pour mettre fin à une infraction aux dispositions des art. 3 à 5 ou des art. 81 ou 82 du Traité conformément à une décision prise en application de l'art. 10
2. pour faire respecter une décision ordonnant des mesures conservatoires prises en application de l'art. 11
3. pour faire fournir de manière complète et exacte un renseignement demandé par voie de décision sur base de l'article 13 paragraphe 3

La Commission a repris les modifications suggérées par le Conseil d'Etat.

d) Prescription en matière d'imposition de sanctions (nouvel art. 21)

Les pouvoirs du Conseil lui déferés sur base des art. 18-20 sont soumis à des délais de prescription de 3 à 5 ans en fonction de la catégorie des infractions.

Le Conseil d'Etat a marqué son accord avec l'article sous rubrique.

Les modifications textuelles ont été reprises par la Commission parlementaire.

e) Prescription en matière d'exécution des sanctions (nouvel art. 22)

Un délai de prescription de 5 ans court à compter du jour où la décision est devenue définitive.

Le Conseil d'Etat a proposé une modification rédactionnelle sans émettre une autre critique. La Commission parlementaire a repris la modification suggérée par le Conseil d'Etat.

7. Communication des griefs, accès au dossier, audition et secret professionnel

a) Communication des griefs (nouvel art. 23)

Si l'Inspection est d'avis qu'une enquête doit être ouverte, elle doit

- communiquer aux entreprises concernées les griefs formulés à leur égard
- préciser de façon claire la nature et l'appréciation juridique des faits

- prévoir un délai de réponse qui ne saurait être inférieur à deux mois.

Ce rôle initialement prévu pour le Conseil est transféré à l'Inspection. La Commission parlementaire a suivi l'approche du Conseil d'Etat.

*b) Accès au dossier, audition des parties, des plaignants
et des autres parties (nouvel art. 24)*

Le texte de cet article prévoit dans sa version originale que

- les parties ont en principe libre accès à toutes les pièces produites au dossier
- les pièces seront à disposition des parties incriminées dès la communication des griefs
- ne seront pas communiqués les documents relevant du secret d'affaires ou contenant des informations confidentielles. La confidentialité doit être sollicitée par une demande motivée
- de même, la confidentialité peut aussi être demandée lorsque les documents révèlent l'identité d'une personne à laquelle la divulgation causerait un préjudice certain
- le Président du Conseil décide de la confidentialité totale ou partielle des documents ou de l'anonymat d'une personne
- la décision de la non-confidentialité est notifiée par le Président du Conseil aux parties concernées. Elle est susceptible d'un recours dans un délai de 15 jours devant le Tribunal administratif
- dans le délai d'un mois, le Conseil entend les entreprises au sujet des griefs communiqués
- le Conseil prend sa décision dans les 2 mois de l'audition des parties. Les Chambres professionnelles n'ont émis aucune critique à l'égard de cet article. Le Conseil d'Etat a sévèrement critiqué le texte initial en raison de la confidentialité de certains documents et de l'anonymat alors qu'il serait contraire au principe d'un procès équitable et aux droits de la défense
- un délai d'un mois pour la partie incriminée pour répondre aux griefs formulés. Ce délai serait trop court
- un délai de deux mois imposé au Conseil pour prendre sa décision. Ce délai serait une exigence inutile car non sanctionnable.

La Commission parlementaire a partant décidé d'amender le texte initial. Cependant elle a signalé au Conseil d'Etat que la confidentialité est expressément prévue dans le texte du Règlement en son art. 28, contrairement à ce que le Conseil d'Etat mentionne dans son avis. Elle a fait observer que si la possibilité de l'invocation de la confidentialité n'est pas retenue, le présent projet de loi restera lettre morte dans de nombreux cas d'infractions alors qu'il n'y aura pas de saisine du Conseil de la concurrence. Pour le surplus la confidentialité est expressément prévue à l'art. 287 du Traité (protection des secrets d'affaires ou d'industrie) et l'accès au dossier est expressément réglementé dans la Communication de la Commission relative aux règles de procédure interne pour le traitement des dossiers relatifs aux articles 85 et 86 du Traité.

De même la Commission parlementaire a rappelé que même si elle a procédé à une séparation claire entre Conseil de la concurrence et Inspection de la concurrence, le Conseil ne devient pas pour autant une juridiction. Il s'agit d'une autorité administrative. La Commission parlementaire a suivi le Conseil d'Etat en ce qu'elle augmente le délai de réponse accordé aux entreprises incriminées de un mois à deux mois. Le Conseil n'est pas astreint à prendre sa décision dans un délai prescrit.

Dans son avis complémentaire, le Conseil d'Etat est revenu sur la problématique des secrets d'affaires et d'industrie en maintenant aussi son opposition formelle.

Le Conseil d'Etat fait longuement état de la jurisprudence européenne dans l'affaire Aalborg Portland subcité. Au vu de la proposition de texte faite par le Conseil d'Etat, la Commission parlementaire ne peut que se rallier à ce texte qui tient compte des soucis de la Commission parlementaire de rédiger un texte conforme aux exigences européennes et protecteur des droits des entreprises.

Concernant le paragraphe 5 le Conseil d'Etat propose une nouvelle rédaction du texte, modification que la Commission parlementaire a retenue.

c) Secret professionnel (nouvel art. 25)

L'article 24 initial impose le secret professionnel aux membres du Conseil, à l'Inspection et aux experts. L'alinéa 2 prévoyait l'abolition du secret professionnel pouvant être opposé au Conseil et à

l'Inspection. Les Chambres professionnelles ont critiqué cet article en ce qu'il n'impose pas au Conseil le secret des délibérations. Pour le surplus elles s'opposent avec véhémence à une nouvelle atteinte au secret professionnel.

Le Conseil d'Etat a repris les critiques des Chambres professionnelles et a même émis une opposition formelle à l'encontre de l'alinéa 2.

La Commission parlementaire a fait sienne l'argumentation des aviseurs et a remanié l'art. 25.

Dans son avis complémentaire, le Conseil d'Etat a accepté la proposition de texte.

8. Voies de recours (nouvel art. 26)

Le tribunal administratif est la juridiction auprès de laquelle les recours contre les décisions du Conseil de la concurrence sont à introduire. Le Conseil d'Etat, tout comme les Chambres professionnelles, a suggéré dans son avis de faire expressément référence au recours en réformation et en annulation.

La Commission parlementaire a décidé de reprendre les modifications rédactionnelles proposées par la Haute Corporation.

9. Coopération et assistance

a) Coopération avec la Commission européenne et les autres autorités de concurrence des Etats membres (nouvel art. 27)

L'art. 11 du Règlement No 1/2003 prévoit les règles de coopération entre la Commission et les autorités nationales de concurrence. L'art. 12 du même règlement constitue la base légale pour l'échange d'informations. Soucieux de garantir la sécurité juridique, les auteurs du projet de loi ont tenté de prévoir dans cet article des modalités de cette coopération.

Les Chambres professionnelles estiment qu'il faudra être très prudent avec la transposition du texte européen pour qu'il ne devienne pas un moyen d'investigation des autorités étrangères.

Le Conseil d'Etat et la Commission parlementaire partagent ces craintes.

Ainsi le texte a-t-il été remanié en veillant à ce que

- des informations puissent être communiquées par le Conseil et l'Inspection à la Commission européenne et aux autorités nationales sous réserve de réciprocité et à condition que l'autorité nationale étrangère soit soumise aux mêmes règles concernant le secret professionnel et aient des compétences analogues
- des informations ne soient pas transmises lorsqu'il y va de la souveraineté, de la sécurité, des intérêts économiques ou de l'ordre public luxembourgeois, lorsqu'une procédure pénale est engagée au Luxembourg pour les mêmes faits ou lorsqu'il y a déjà eu une sanction définitive pour les mêmes faits.

b) Assistance à la Commission européenne (nouvel art. 28)

Les art. 11, 12, 14, 15, 18-21 et 29 du Règlement No 1/2003 et le Règlement No 4064/89 instaurent des obligations précises à l'égard des autorités nationales. Ainsi s'agissait-il de préciser les modalités d'après lesquelles assistance doit être accordée à la Commission européenne en cas de perquisitions et de recours à la force publique notamment.

Les Chambres professionnelles ont félicité les auteurs du projet de loi pour la conservation des garanties judiciaires nécessaires à endiguer un intérêt excessif de la Commission européenne.

Le Conseil d'Etat a proposé de remanier le texte. Ces propositions ont été reprises par la Commission parlementaire et soumises à l'avis complémentaire du Conseil d'Etat. Le Conseil d'Etat n'a pas critiqué ce texte.

c) Coopération avec les juges (nouvel art. 29)

Les auteurs du projet de loi ont l'intention de garantir une coopération entre l'autorité nationale de concurrence et les juridictions de l'ordre judiciaire et administratif par la voie des conclusions écrites ou/et orales. Le Conseil d'Etat entend réserver cette collaboration à l'Inspection de la concurrence. La Commission a retenu cette suggestion.

d) *Coopération avec les régulateurs sectoriels (nouvel art. 30)*

Selon le Conseil d'Etat, la coopération entre les régulateurs sectoriels et le Conseil et l'Inspection de la concurrence doit être prévue. La Commission a suivi l'argumentation du Conseil d'Etat.

**Dispositions spécifiques, transitoires, abrogatoires finales
(nouveaux art. 31-33)**

Dans sa séance du 18.3.2004, la Commission parlementaire a décidé de supprimer dans le nouvel art. 31 les termes „à partir du grade d'inspecteur“ afin de ne pas courir le risque d'être en manque de ressources humaines face à une demande d'assistance de la Commission européenne.

Dans son avis complémentaire du 20.4.2004, le Conseil d'Etat a suggéré la suppression des termes „ayant dans ses attributions l'Economie“, suggestion qui a été reprise par la Commission parlementaire.

*

Dans sa séance du 27.4.2004 la Commission parlementaire a adopté le présent rapport et propose au vote le texte du projet de loi dont la teneur est la suivante:

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

**PROJET DE LOI
relative à la concurrence**

Art. 1. *Champ d'application*

La présente loi s'applique à toutes les activités de production et de distribution de biens et de prestations de services, y compris celles qui sont le fait de personnes de droit public, sauf dispositions législatives contraires.

Chapitre I – *De la concurrence sur le marché*

Art. 2. *Liberté des prix*

Les prix des biens, produits et services sont librement déterminés par le jeu de la concurrence.

Toutefois, lorsque la concurrence par les prix est insuffisante dans des secteurs déterminés en raison, soit de la structure du marché, soit d'une impossibilité pour la clientèle de bénéficier des avantages du marché, soit de dispositions législatives, des règlements grand-ducaux peuvent fixer les prix ou les marges applicables aux biens, produits ou services concernés.

Dans le cas d'un dysfonctionnement conjoncturel du marché dans un ou plusieurs secteurs d'activités déterminés consécutif à une situation de crise, à des circonstances exceptionnelles ou à une situation manifestement anormale du marché, des règlements grand-ducaux peuvent arrêter des mesures temporaires contre les hausses ou les baisses de prix excessives. Ces règlements grand-ducaux précisent la durée de validité des mesures prises qui ne peut excéder six mois.

Le ministre ayant dans ses attributions l'Economie, ci-après dénommé le ministre, peut, dans le secteur des produits pétroliers, conclure des contrats de programme avec des entreprises du secteur comportant des engagements relatifs au niveau des prix maxima. Les contrats sont conclus pour une durée indéterminée. A défaut de conclusion de contrats de programme, des prix maxima peuvent être fixés par règlement grand-ducal. Les entreprises ne peuvent pas dépasser les prix maxima.

Il en est de même des produits pharmaceutiques et des courses de taxi.

Les modalités d'indication des prix des produits et des services peuvent être fixées par règlement grand-ducal.

Les infractions aux règlements pris en application des alinéas 2, 3 ou 6 du présent article sont punies d'une amende de 251 à 50.000 euros.

Art. 3. Interdiction des ententes

Les accords, décisions ou pratiques concertées interdits en vertu des dispositions du présent article sont nuls de plein droit.

Sont interdits tous accords entre entreprises, toutes décisions d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché et notamment ceux qui consistent à:

- 1) fixer de façon directe ou indirecte les prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transactions;
- 2) limiter ou contrôler la production, les débouchés, le développement technique ou les investissements;
- 3) répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement;
- 4) appliquer à l'égard de partenaires commerciaux des conditions inégales à des prestations équivalentes en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence;
- 5) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation par les partenaires de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.

Art. 4. Exceptions à l'interdiction des ententes

Les dispositions de l'article 3 ne s'appliquent pas:

- aux accords ou catégorie d'accords entre entreprises,
- aux décisions ou catégorie de décisions d'associations d'entreprises et
- aux pratiques concertées ou catégorie de pratiques concertées

qui contribuent à améliorer la production ou la distribution des produits ou à promouvoir le progrès technique ou économique, tout en réservant aux utilisateurs une partie équitable du profit qui en résulte, et sans:

- a) imposer aux entreprises intéressées des restrictions qui ne sont pas indispensables pour atteindre ces objectifs;
- b) donner à des entreprises la possibilité, pour une partie substantielle des produits en cause, d'éliminer la concurrence.

Art. 5. Interdiction des abus de position dominante

Est interdit le fait pour une ou plusieurs entreprises d'exploiter de façon abusive une position dominante sur le marché.

Ces pratiques abusives peuvent notamment consister à:

- 1) imposer de façon directe ou indirecte des prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction non équitables;
- 2) limiter la production, les débouchés ou le développement technique au préjudice des consommateurs;
- 3) appliquer à l'égard de partenaires commerciaux des conditions inégales à des prestations équivalentes, en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence;
- 4) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation par les partenaires de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.

Chapitre II – Du Conseil de la concurrence et de l'Inspection de la concurrence

Art. 6. Missions, compétences et pouvoirs du Conseil

(1) Il est créé un Conseil de la concurrence ci-après dénommé: „Conseil“, autorité administrative indépendante, chargée de veiller à l'application des articles 3 à 5 de la présente loi.

(2) Le Conseil a la compétence pour appliquer les articles 81 et 82 du Traité instituant la Communauté européenne, ci-après dénommé „le Traité“. Il les applique, à titre exclusif, lorsque le commerce intracommunautaire est susceptible d'être affecté par une affaire qui lui est soumise.

(3) Le Conseil est l'autorité compétente pour retirer le bénéfice du Règlement (CE) No 2790/1999 de la Commission, du 22 décembre 1999, concernant l'application de l'article 81, paragraphe 3, du Traité à des catégories d'accords verticaux et de pratiques concertées conformément à l'article 7 dudit Règlement.

(4) Le Conseil représente le Grand-Duché de Luxembourg dans le réseau des autorités européennes de la concurrence tel qu'institué par le Règlement (CE) No 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence prévues aux articles 81 et 82 du Traité.

(5) Le Conseil organise ses travaux et établit son règlement intérieur.

Art. 7. Composition, nomination et fonctionnement du Conseil

(1) Le Conseil est un organe collégial composé de trois conseillers dont un président, et de cinq conseillers suppléants. Le Président, les conseillers et les conseillers suppléants sont nommés par le Grand-Duc pour un terme de sept ans renouvelable. Le cadre du Conseil comprend dans la carrière supérieure de l'administration:

– un Président du Conseil de la concurrence.

Un conseiller et un conseiller suppléant relèvent de la magistrature. Les autres conseillers et conseillers suppléants sont choisis en raison de leurs compétences en matière économique ou en matière de droit de la concurrence.

Le Président et les membres du Conseil doivent être détenteurs d'un diplôme d'études universitaires sanctionnant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès en droit ou en sciences économiques.

Le Président, les conseillers et les conseillers suppléants ne peuvent être membre du Gouvernement, de la Chambre des Députés, du Conseil d'Etat ou du Parlement européen ni exercer une activité incompatible avec leur fonction.

Avant d'entrer en fonction, le président du Conseil prête entre les mains du Grand-Duc ou de son représentant et les conseillers et conseillers suppléants entre les mains du président du Conseil le serment suivant: „Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'Etat. Je promets de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité.“

En cas d'empêchement du Président, ses fonctions sont assumées par le conseiller ayant la plus grande ancienneté au sein du Conseil, et, en cas d'égalité d'ancienneté, par le plus âgé.

Si, en cours de mandat, un membre du Conseil cesse d'exercer ses fonctions, le mandat de son successeur est limité à la période restant à courir.

Sa fonction cesse par l'atteinte de la limite d'âge fixée à 65 ans accomplis.

(2) Le président du Conseil touche une indemnité correspondant au traitement d'un fonctionnaire de l'Etat dont la fonction est classée au grade 17 de la rubrique I „Administration générale“ de l'annexe A „Classification des fonctions“ de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat. Pendant l'exercice de sa fonction, les dispositions légales et réglementaires sur les traitements et pensions des fonctionnaires de l'Etat lui sont applicables.

Pour le cas où le président du Conseil est issu de la fonction publique, il est mis en congé pendant la durée de son mandat de son administration d'origine. Il continue à relever du régime de sécurité sociale correspondant à son statut. En cas de cessation de son mandat avant l'âge légal de retraite, le titulaire est, sur sa demande, réintégré dans son administration d'origine à un emploi correspondant au traitement qu'il a touché précédemment, augmenté des échelons et majorations de l'indice se rapportant aux années de service passées comme président du Conseil jusqu'à concurrence du dernier échelon du grade. A défaut de vacance de poste, il peut être créé un emploi hors cadre, correspondant à ce traitement. Cet emploi sera supprimé de plein droit à la première vacance qui se produira dans une fonction appropriée du cadre normal.

Pour le cas où le Président est issu du secteur privé, il reste affilié au régime de sécurité sociale auquel il était soumis pendant l'exercice de sa dernière occupation. En cas de cessation de son mandat avant l'âge légal de retraite, le titulaire touche, pendant la durée maximale d'un an, une indemnité d'attente de 310 points indiciaires par an. Cette indemnité d'attente est réduite dans la mesure où l'intéressé touche un revenu professionnel ou bénéficie d'une pension personnelle.

Le Président, les conseillers et les conseillers suppléants du Conseil bénéficient d'une indemnité spéciale tenant compte de l'engagement requis par les fonctions, à fixer par règlement grand-ducal.

(3) Sous peine de nullité des décisions du Conseil, les membres du Conseil ne peuvent intervenir dans une affaire lorsque celle-ci touche des intérêts directs ou indirects qu'ils détiennent dans une activité économique. Ils ne peuvent pas non plus intervenir dans une affaire dont ils avaient à connaître dans le cadre de fonctions exercées antérieurement à leur activité auprès du Conseil.

(4) Le Conseil établit un rapport annuel de ses activités qui reprend les décisions importantes prises par lui en prenant soin de préciser si ces décisions sont coulées en force de chose jugée. Le rapport est remis au ministre et à la Chambre des députés. Il sera tenu à la disposition de toute personne intéressée.

(5) Le secrétariat du Conseil est assuré par les services du ministre.

Art. 8. Composition, nomination, compétences et fonctionnement de l'Inspection de la concurrence

(1) Il est créé un service auprès du ministre, sous la dénomination Inspection de la concurrence, dénommée ci-après „Inspection“.

Sa mission consiste à recevoir les plaintes, à constater et à rechercher les infractions aux articles 3 à 5 de la présente loi et aux articles 81 et 82 du Traité.

Elle en rassemble les preuves et en saisit le Conseil.

(2) L'Inspection est dirigée par un rapporteur général qui instruit le fait ou délègue à cette fin un rapporteur.

Par arrêté du ministre, des fonctionnaires de la carrière supérieure et de la carrière moyenne de l'Etat sont désignés aux fonctions de rapporteur général, de rapporteur et d'inspecteur pour une durée de sept ans renouvelable.

Seuls les fonctionnaires de la carrière supérieure de l'Etat peuvent exercer la mission de rapporteur général et de rapporteur.

(3) Avant d'entrer en fonctions, ils prêtent entre les mains du président du Conseil le serment suivant:

„Je jure de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité et de garder le secret des faits qui sont venus à ma connaissance dans ou à l'occasion de l'exercice de mes fonctions“.

(4) Le secrétariat de l'Inspection est assuré par les services du ministre.

Art. 9. Saisine du Conseil

Le Conseil peut être saisi par l'Inspection et par toute personne physique ou morale faisant valoir un intérêt légitime ainsi que par le ministre.

Il est saisi par lettre recommandée avec accusé de réception ou par déclaration au Conseil. La lettre de saisine devra contenir non seulement la description détaillée du fait dénoncé et son incrimination, mais également tous les éléments de son existence présumée.

Section I – Des décisions du Conseil

Art. 10. Constatation et cessation d'une infraction

Si le Conseil, saisi suivant les dispositions de l'article 9, constate dans le cadre d'une procédure contradictoire l'existence d'une infraction aux dispositions des articles 3 à 5 de la présente loi ou des articles 81 ou 82 du Traité, il peut obliger par voie de décision les entreprises et associations d'entreprises intéressées à mettre fin à l'infraction constatée. A cette fin, il peut leur imposer toute mesure coercitive qui soit proportionnée à l'infraction retenue à charge de l'entreprise et nécessaire pour faire cesser effectivement l'infraction.

Art. 11. Mesures conservatoires

(1) Le Président du Conseil, ou son délégué, peut, après avoir entendu les parties en cause, prendre les mesures conservatoires qui lui sont demandées.

Ces mesures conservatoires ne peuvent intervenir que si la pratique dénoncée porte une atteinte grave, immédiate et irréparable à l'ordre public et économique ou à l'entreprise plaignante, et elles doivent être proportionnées à la violation constatée.

Le Président du Conseil, ou son délégué, peut enjoindre aux parties de suspendre l'application des pratiques concernées ou de revenir à l'état antérieur. Les mesures conservatoires ordonnées par le Président du Conseil ou son délégué doivent être strictement limitées à ce qui est nécessaire pour faire face à l'urgence.

(2) Une décision prise en application du paragraphe 1er est applicable pour la durée nécessaire pour prendre une décision exécutoire au fond.

Art. 12. Engagements

(1) Lorsque le Conseil envisage d'adopter une décision exigeant la cessation d'une infraction et que les entreprises concernées offrent des engagements de nature à répondre aux préoccupations dont le Conseil les a informées dans son évaluation préliminaire, le Conseil peut, par voie de décision, rendre ces engagements obligatoires pour les entreprises. La décision peut être adoptée pour une durée déterminée et conclut qu'il n'y a plus lieu que le Conseil agisse.

(2) Le Conseil peut rouvrir la procédure, sur demande de l'Inspection, d'une partie intéressée au litige ou du ministre:

- a) si l'un des faits sur lesquels la décision repose subit un changement important;
- b) si les entreprises concernées contreviennent à leurs engagements; ou
- c) si la décision repose sur des informations incomplètes, inexactes ou dénaturées fournies par les parties.

Section II – Pouvoirs d'enquête

Art. 13. Demandes de renseignements

(1) Pour l'accomplissement des tâches qui lui sont assignées par la présente loi, l'Inspection peut, par simple demande ou par voie de décision, demander aux entreprises et associations d'entreprises de fournir tous les renseignements nécessaires.

(2) Lorsqu'elle envoie une simple demande de renseignements à une entreprise ou à une association d'entreprises, l'Inspection indique, sous peine de nullité, la base juridique et le but de la demande, précise les renseignements demandés et fixe le délai dans lequel ils doivent être fournis, délai qui ne saurait être inférieur à un mois. Elle indique aussi les sanctions prévues à l'article 18 au cas où un renseignement inexact ou dénaturé serait fourni.

(3) Lorsque l'Inspection demande par décision aux entreprises et associations d'entreprises de fournir des renseignements, elle indique, sous peine de nullité, la base juridique et le but de la demande, précise les renseignements demandés et fixe le délai dans lequel ils doivent être fournis, délai qui ne saurait être inférieur à un mois. Elle indique également les sanctions prévues à l'article 18 et indique les sanctions prévues à l'article 20 et les voies et délais de recours ouverts devant le tribunal administratif.

Art. 14. Pouvoirs de recueillir des déclarations

Pour l'accomplissement des mesures d'enquête, l'Inspection peut interroger toute personne physique ou morale qui accepte d'être interrogée aux fins de la collecte d'informations relatives à l'objet d'une enquête. La présence d'un avocat pendant l'entretien est autorisée.

Art. 15. Pouvoirs en matière d'inspection

(1) Pour l'accomplissement des tâches qui lui sont assignées par la présente loi, l'Inspection peut procéder à toutes les inspections nécessaires auprès des entreprises et associations d'entreprises concernées.

(2) Les enquêteurs peuvent accéder à tous locaux, terrains ou moyens de transport à usage professionnel, prendre ou obtenir la communication des livres, factures et tous autres documents professionnels et en prendre copie, recueillir sur convocation ou sur place, les renseignements et justifications.

Ils devront en tout état de cause présenter au dirigeant de l'entreprise ou à l'occupant des lieux ou à leur représentant le mandat délivré par le rapporteur général ou le rapporteur délégué.

Ce mandat doit contenir, sous peine de nullité, l'objet de l'inspection et son but.

(3) Les enquêteurs ne peuvent procéder aux perquisitions en tous lieux professionnels, ainsi qu'à la saisie de documents, que sur autorisation délivrée par ordonnance du président du tribunal d'arrondissement compétent *ratione loci* ou le magistrat qui le remplace. Si l'enquête doit se faire dans les deux arrondissements, une ordonnance unique délivrée par l'un des présidents compétents est suffisante.

Le juge doit vérifier que la demande d'autorisation qui lui est soumise par le rapporteur général ou le rapporteur délégué de l'Inspection de la concurrence est justifiée et proportionnée au but recherché; cette demande doit comporter tous les éléments d'information de nature à justifier la perquisition.

L'autorisation du juge doit indiquer, sous peine de nullité, l'objet de la perquisition et son but.

(4) La perquisition et la saisie s'effectuent sous l'autorité et le contrôle du juge qui les a autorisées. Il désigne un ou plusieurs officiers de police judiciaire chargés d'assister à ces opérations et de le tenir informé de leur déroulement. Si les nécessités de l'enquête l'exigent, le juge peut, après en avoir donné avis au procureur d'Etat de son tribunal, se transporter avec son greffier dans toute l'étendue du territoire national pour assister aux perquisitions.

Le juge assisté de son greffier peut se rendre dans les locaux pendant l'intervention. A tout moment, il peut décider la suspension ou l'arrêt de la perquisition.

(5) L'ordonnance visée au premier alinéa du paragraphe 3 est susceptible des voies de recours comme en matière d'ordonnances du juge d'instruction. Les voies de recours ne sont pas suspensives.

(6) La perquisition ne peut commencer avant six heures trente minutes ni après vingt heures.

(7) La perquisition doit être effectuée en présence du dirigeant de l'entreprise ou de l'occupant des lieux ou de leur représentant.

Les enquêteurs, le dirigeant ou l'occupant ou leur représentant ainsi que les officiers de police judiciaire peuvent seuls prendre connaissance des pièces et documents avant leur saisie.

(8) Les objets et documents et autres choses saisis sont inventoriés dans le procès-verbal. Si leur inventaire sur place présente des difficultés, ils font l'objet de scellés jusqu'au moment de leur inventaire, en présence des personnes qui ont assisté à la perquisition.

(9) Le procès-verbal des perquisitions et des saisies est signé par le dirigeant de l'entreprise ou l'occupant des lieux ou leur représentant et par les personnes qui y ont assisté; en cas de refus de signer, le procès-verbal en fait mention. Il leur est laissé copie du procès-verbal.

(10) La présence de l'avocat est autorisée pendant toute la procédure de perquisition et de saisie.

(11) Les objets et documents et autres choses saisis sont déposés à l'Inspection de la concurrence ou confiés à un gardien de la saisie.

(12) Le rapporteur général ou le rapporteur délégué peuvent ordonner d'office et à tout moment la mainlevée totale ou partielle des saisies effectuées.

(13) Les intéressés peuvent obtenir, à leurs frais, copie ou photocopie des documents saisis.

Art. 16. Inspection d'autres locaux

(1) S'il existe un soupçon raisonnable que des livres ou autres documents professionnels liés au domaine faisant l'objet de l'inspection qui pourraient être pertinents pour prouver une violation grave

des articles 3 à 5 de la présente loi ou des articles 81 ou 82 du Traité sont conservés dans d'autres locaux, terrains et moyens de transport, y compris au domicile des chefs d'entreprises, des dirigeants et des autres membres du personnel des entreprises et associations d'entreprises concernées, l'Inspection peut procéder à une inspection dans ces autres locaux, terrains et moyens de transport.

(2) Les enquêteurs peuvent prendre ou obtenir la communication des livres, factures et tous autres documents professionnels et en prendre copie, recueillir sur convocation ou sur place, les renseignements et justifications.

Ils devront en tout état de cause présenter au dirigeant de l'entreprise ou à l'occupant des lieux ou à leur représentant le mandat délivré par le rapporteur général ou le rapporteur délégué.

Ce mandat doit contenir, sous peine de nullité, l'objet de l'inspection et son but.

(3) Pour les perquisitions et saisies de documents dans d'autres locaux, terrains et moyens de transport, y compris au domicile des chefs d'entreprise, des dirigeants et des autres membres du personnel des entreprises et associations d'entreprises concernées, il sera procédé conformément à l'article 15. L'autorisation délivrée par ordonnance du président du tribunal d'arrondissement compétent *ratione loci* ou du magistrat qui le remplace doit être spéciale et désigner les lieux où la perquisition et les saisies peuvent avoir lieu. Elle devra être spécialement motivée quant aux conditions du paragraphe 1er ci-avant.

Art. 17. Expertises

L'Inspection peut dans le cadre de l'application de la présente loi désigner des experts, dont elle détermine précisément la mission.

Section III – Sanctions

Art. 18. Amendes

(1) Le Conseil peut, par voie de décision, infliger aux entreprises et associations d'entreprises des amendes, lorsque, intentionnellement ou non,

- 1) elles fournissent un renseignement inexact ou dénaturé en réponse à une demande faite en application de l'article 13, paragraphe 2;
- 2) en réponse à une demande faite par voie de décision prise en application de l'article 13, paragraphe 3, elles fournissent un renseignement inexact, incomplet ou dénaturé ou ne fournissent pas un renseignement dans le délai prescrit;
- 3) elles commettent une infraction aux dispositions des articles 3 à 5 de la présente loi ou aux articles 81 ou 82 du Traité.

(2) Les amendes prévues au paragraphe précédent sont proportionnées à la gravité et à la durée des faits retenus, à l'importance du dommage causé à l'économie, à la situation de l'entreprise sanctionnée ou du groupe auquel l'entreprise appartient et à l'éventuelle réitération de pratiques prohibées par la présente loi.

Les amendes sont déterminées individuellement pour chaque entreprise sanctionnée et de façon motivée pour chaque amende.

Le montant maximum de l'amende prononcé sur base des paragraphes précédents est de 10 pour cent du montant du chiffre d'affaires mondial hors taxes le plus élevé réalisé au cours d'un des exercices clos depuis l'exercice précédant celui au cours duquel les pratiques ont été mises en œuvre. Si les comptes de l'entreprise concernée ont été consolidés ou combinés en vertu des textes applicables à sa forme sociale, le chiffre d'affaires pris en compte est celui figurant dans les comptes consolidés ou combinés de l'entreprise consolidante ou combinante.

(3) Sont tenus de fournir les renseignements demandés les propriétaires des entreprises exploitées par des personnes physiques ou leurs représentants légaux détenteurs de l'autorisation d'établissement, inscrits ou non au Registre de commerce et des sociétés. Pour les entreprises exploitées sous forme de société ou d'association, il s'agit des gérants, administrateurs délégués ou, en cas de défaut, des présidents du conseil d'administration ou administrateurs, ou autres dirigeants effectifs de droit ou de fait.

Les avocats dûment mandatés peuvent fournir les renseignements demandés au nom de leurs mandants. Ces derniers restent pleinement responsables du caractère complet, exact et non dénaturé des renseignements fournis.

(4) Le recouvrement des amendes est confié à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Art. 19. Immunité et réduction des amendes

(1) Le Conseil peut exempter une entreprise de toute amende lorsque celle-ci est la première à dénoncer une entente sur l'existence de laquelle ni le Conseil ni l'Inspection ne disposent d'information.

(2) Le Conseil peut réduire l'amende infligée à une entreprise lorsque celle-ci dénonce une entente avant l'envoi d'une communication des griefs.

(3) Une entreprise peut bénéficier de l'immunité ou d'une réduction de l'amende si:

- elle fournit au Conseil ou à l'Inspection la totalité des éléments de preuve et des informations en sa possession concernant l'entente présumée et lui apporte une coopération totale et permanente jusqu'à l'adoption d'une décision finale par le Conseil;
- elle met fin à sa participation à l'entente au plus tard au moment où elle dénonce celle-ci au Conseil ou à l'Inspection;
- le Conseil ou l'Inspection ne disposent pas d'éléments qui prouvent que l'entreprise a contraint d'autres entreprises, par sa puissance économique ou de toute autre manière, à participer à l'activité illégale.

(4) A la suite de la démarche de l'entreprise, le Conseil, à la demande du rapporteur général ou de son délégué, adopte un avis de clémence, qui précise les conditions auxquelles est subordonnée l'immunité ou la réduction de l'amende, après que l'entreprise concernée a présenté ses observations; cet avis est transmis à l'entreprise et n'est pas publié.

Art. 20. Astreintes

(1) Le Conseil peut, par voie de décision, infliger aux entreprises et associations d'entreprises des astreintes jusqu'à concurrence de 5 pour cent du chiffre d'affaires journalier moyen réalisé au cours de l'exercice social précédent par jour de retard à compter de la date qu'elle fixe dans sa décision, pour les contraindre:

- 1) à mettre fin à une infraction aux dispositions des articles 3 à 5 ou des articles 81 ou 82 du Traité conformément à une décision prise en application de l'article 10;
- 2) à respecter une décision ordonnant des mesures conservatoires prises en application de l'article 11 ou une décision relative à des engagements prise en application de l'article 12;
- 3) à fournir de manière complète et exacte un renseignement qu'elle a demandé par voie de décision prise en application de l'article 13, paragraphe 3.

(2) Lorsque les entreprises ou les associations d'entreprises ont satisfait à l'obligation pour l'exécution de laquelle l'astreinte a été infligée, le Conseil peut fixer le montant définitif de celle-ci à un chiffre inférieur à celui qui résulte de la décision initiale.

(3) Le recouvrement de l'astreinte est confié à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Section IV – Prescriptions

Art. 21. Prescription en matière d'imposition de sanctions

(1) Le pouvoir conféré au Conseil en vertu des articles 18 à 20 est soumis aux délais de prescription suivants:

- a) trois ans en ce qui concerne les infractions aux dispositions relatives aux demandes de renseignements;
- b) cinq ans en ce qui concerne les autres infractions.

(2) La prescription court à compter du jour où l'infraction a été commise. Toutefois, pour les infractions continues ou répétées, la prescription ne court qu'à compter du jour où l'infraction a pris fin.

(3) La prescription en matière d'imposition d'amendes ou d'astreintes est interrompue par tout acte du Conseil ou de l'Inspection. L'interruption de la prescription prend effet le jour où l'acte est notifié à au moins une entreprise ou association d'entreprises ayant participé à l'infraction. Constituent notamment des actes interrompant la prescription:

- 1) les demandes de renseignements écrites du Conseil ou de l'Inspection;
- 2) les mandats écrits d'inspection délivrés aux agents de l'Inspection par le rapporteur général ou son délégué;
- 3) la communication des griefs retenus par l'Inspection.

(4) L'interruption de la prescription vaut à l'égard de toutes les entreprises et associations d'entreprises ayant participé à l'infraction.

(5) La prescription court à nouveau à partir de chaque interruption. Toutefois, la prescription est acquise au plus tard le jour où un délai égal au double du délai de prescription arrive à expiration sans que le Conseil ait prononcé une amende ou astreinte. Ce délai est prorogé de la période pendant laquelle la prescription est suspendue conformément au paragraphe 6.

(6) La prescription en matière d'imposition d'amendes ou d'astreintes est suspendue aussi longtemps que la décision du Conseil fait l'objet d'une procédure pendante devant le Tribunal Administratif.

Art. 22. Prescription en matière d'exécution des sanctions

(1) Les amendes et les astreintes prononcées en application des articles 18 à 20 se prescriront par 5 années révolues.

(2) La prescription court à compter du jour où la décision est devenue définitive.

(3) La prescription en matière d'exécution des sanctions est interrompue:

- 1) par la notification d'une décision modifiant le montant initial de l'amende ou de l'astreinte ou rejetant une demande tendant à obtenir une telle modification;
- 2) par tout acte de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines visant au recouvrement forcé de l'amende ou de l'astreinte.

(4) La prescription court à nouveau à partir de chaque interruption.

(5) La prescription en matière d'exécution des sanctions est suspendue:

- 1) aussi longtemps qu'un délai de paiement est accordé;
- 2) aussi longtemps que l'exécution forcée du paiement est suspendue en vertu d'une décision juridictionnelle.

Section V – Communication des griefs, accès au dossier, audition et secret professionnel

Art. 23. Communication des griefs

Lorsqu'il relève des faits susceptibles d'entrer dans son domaine de compétence et avant de prendre des décisions prévues aux articles 10, 11 et 18, paragraphe 1er, point 3) et paragraphe 2, l'Inspection communique aux entreprises ou aux associations d'entreprises concernées les griefs formulés contre elles et précise clairement la nature et l'appréciation juridique des faits à l'origine de l'ouverture de la procédure et le délai accordé au destinataire de la communication pour y répondre.

Si l'Inspection constate au cours de la procédure que sont apparus des faits nouveaux éventuellement répréhensibles, ou au contraire que certains griefs méritent d'être abandonnés, elle adresse aux entreprises concernées une nouvelle communication des griefs ou une communication des griefs modifiée.

Le délai de réponse accordé au destinataire de la communication des griefs et de la communication des griefs nouvelle ou modifiée est adressé aux parties par lettre recommandée avec accusé de réception. Le délai de réponse ne saurait être inférieur à un mois.

Art. 24. *Accès au dossier, audition des parties, des plaignants et des autres parties*

(1) Les parties ont accès au dossier à la base de la communication des griefs qui leur est adressée et peuvent prendre librement connaissance de toutes les pièces qui seront ajoutées par la suite.

Tous les documents sont mis à la disposition des parties ou de leurs mandataires dans les bureaux de l'Inspection, à compter du jour de l'envoi de la communication des griefs ainsi que huit jours avant toute mesure d'instruction.

Les personnes habilitées à consulter le dossier peuvent librement prendre copie des documents mis à leur disposition.

(2) Les secrets d'affaires ou les informations confidentielles transmises par les entreprises ou saisies au cours de l'enquête et dont les entreprises ont sollicité la non-divulgence par une demande écrite et spécialement motivée, ne sont pas communicables lorsque la confidentialité de tout ou partie de ces documents est avérée, sauf dans les cas où la communication ou la consultation de ces documents est nécessaire à la procédure ou à l'exercice des droits des parties. Les pièces considérées sont retirées du dossier ou certaines mentions sont occultées.

(3) Il appartient aux entreprises ou aux personnes intéressées de revendiquer auprès du président du Conseil de la concurrence le caractère secret ou confidentiel des informations qu'elles ont communiquées ou qui ont été saisies. Lorsqu'il considère que la divulgation de tout ou partie des documents risquerait de leur causer un préjudice, le président du Conseil demande aux entreprises concernées ou aux personnes intéressées de préciser la nature des informations qu'elles estiment couvertes par le secret des affaires ou la confidentialité.

(4) La décision du président du Conseil de la concurrence refusant totalement ou partiellement de faire droit aux demandes de confidentialité présentées par les entreprises ou les personnes intéressées est notifiée à celles-ci par lettre recommandée avec accusé de réception en indiquant les délais et voies de recours ouverts contre la décision.

(5) Avant de prendre les décisions prévues aux articles 10, 11 et 18, paragraphe 1er, point 3) et paragraphe 2, le Conseil donne aux entreprises et associations d'entreprises, lors d'une audition qui ne peut avoir lieu qu'après un délai qui ne peut être inférieur à deux mois qui suit la notification de la communication des griefs, l'occasion de faire connaître leur point de vue au sujet des griefs retenus.

Lors de l'audition, le Conseil entend successivement le rapporteur, les parties plaignantes, le ministre ayant dans ses attributions l'Economie ou son représentant, muni d'un pouvoir spécial, et les parties poursuivies.

Si le Conseil le juge nécessaire, il peut également, lors d'une audition, entendre d'autres personnes physiques ou morales. Si des personnes physiques ou morales justifiant d'un intérêt suffisant demandent à être entendues, il doit être fait droit à leur demande.

Art. 25. *Secret professionnel*

(1) Les membres du Conseil et les agents de l'Inspection ainsi que les experts désignés en vertu de l'article 17 ou toute autre personne dûment mandatée par le Conseil sont soumis au respect du secret professionnel prévu à l'article 458 du Code pénal, même après la fin de leurs fonctions.

(2) Les membres du Conseil et les agents de l'Inspection sont tenus de garder le secret des délibérations et des informations qui leur auraient été fournies dans l'accomplissement de leurs fonctions.

(3) Les informations recueillies en application de la présente loi ne peuvent être utilisées qu'aux fins auxquelles elles ont été recueillies.

Section VI – Voies de recours

Art. 26. Recours contre les décisions du Conseil

(1) Un recours en annulation devant le tribunal administratif est ouvert contre les décisions du Conseil.

(2) Toutefois, un recours en réformation devant le tribunal administratif est ouvert contre les décisions du Conseil prises en vertu des articles 18 et 19. Il doit être intenté dans un délai de deux mois.

Section VII – Coopération et assistance

Art. 27. Coopération avec la Commission européenne et les autres autorités de concurrence des Etats membres

(1) Le Conseil et l'Inspection peuvent, pour ce qui relève de leurs compétences respectives, communiquer les informations ou les documents qu'ils détiennent ou qu'ils recueillent, à leur demande, à la Commission européenne ou aux autorités de concurrence des autres Etats membres exerçant des compétences analogues, sous réserve de réciprocité, et à condition que l'autorité nationale compétente de l'autre Etat membre concerné soit soumise au secret professionnel avec les mêmes garanties qu'au Grand-Duché de Luxembourg.

(2) L'obligation de secret professionnel ne fait pas obstacle à la communication par le Conseil et l'Inspection des informations ou documents qu'elle détient ou qu'elle recueille, à leur demande, à la Commission européenne et aux autorités de concurrence des autres Etats membres exerçant des compétences analogues et astreintes aux mêmes obligations de secret professionnel, en conformité avec le paragraphe 1er.

(3) L'assistance demandée par une autorité de concurrence d'un autre Etat membre, indiquée au paragraphe 1er, en vue de la conduite d'enquêtes ou de la transmission d'informations détenues ou recueillies est refusée lorsque l'exécution de la demande est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, aux intérêts économiques essentiels ou à l'ordre public luxembourgeois ou lorsqu'une procédure pénale a déjà été engagée au Grand-Duché de Luxembourg sur base des mêmes faits et contre les mêmes personnes, ou bien lorsque celles-ci ont déjà été sanctionnées par une décision définitive pour les mêmes faits.

Art. 28. Assistance à la Commission européenne

(1) Le Conseil et l'Inspection sont les autorités compétentes à l'effet de recueillir les communications et d'assumer les devoirs respectivement visés aux articles 11, 12, 14, 15, 18 à 21 et 29 du Règlement (CE) No 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence prévues aux articles 81 et 82 du Traité et aux articles 6, 9, 11, 12, 13, 19 et 24 du Règlement (CE) No 139/2004 du Conseil du 20 janvier 2004 relatif au contrôle des concentrations entre entreprises.

Les fonctionnaires de la carrière supérieure et ceux de la carrière moyenne de l'Inspection sont habilités à procéder aux vérifications prescrites par la Commission des communautés européennes sur la base du Règlement (CE) No 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 susdit ainsi qu'à celles visées aux articles 9, 12 et 13 du Règlement (CE) No 139/2004 susdit.

Aux effets ci-dessus, le rapporteur général ou le rapporteur délégué délivre à celui ou ceux des fonctionnaires ci-dessus un mandat écrit qui indique, sous peine de nullité, l'objet et le but des enquêtes et vérifications. Les fonctionnaires sont investis des pouvoirs prévus à l'article 20, paragraphe 2, du Règlement (CE) No 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 susdit ou à l'article 13, paragraphe 2, du Règlement (CE) No 139/2004 susdit.

(2) Lorsque les fonctionnaires mandatés sont appelés à prêter assistance à la Commission européenne au titre de l'article 13 du Règlement (CE) No 139/2004 susdit, une autorisation délivrée par ordonnance du président du tribunal d'arrondissement compétent est requise. La procédure applicable est celle prévue aux alinéas 3 à 13 de l'article 15 de la présente loi.

L'assistance de la force publique peut être réquisitionnée.

(3) Lorsque les fonctionnaires mandatés sont appelés à prêter assistance à la Commission européenne au titre de l'article 21 du Règlement (CE) No 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 susdit, une autorisation délivrée par ordonnance du président du tribunal d'arrondissement compétent est requise. La procédure applicable est celle prévue à l'alinéa 3 de l'article 16 de la présente loi.

L'assistance de la force publique peut être réquisitionnée.

Art. 29. *Coopération avec les juges*

Pour l'application de la présente loi, l'Inspection peut, devant les juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif, déposer des conclusions. Avec l'autorisation de la juridiction en question, l'Inspection peut aussi présenter des observations orales. Elle peut également produire des procès-verbaux et des rapports d'enquête.

Art. 30. *Coopération avec les régulateurs sectoriels*

Le Conseil et l'Inspection sont autorisés à demander aux régulateurs sectoriels des informations, y compris des informations confidentielles, nécessaires dans le cadre de l'application de la présente loi.

Chapitre III – *Dispositions spécifiques, modificatives, abrogatoires et finales*

Art. 31. *Dispositions spécifiques*

Le ministre est l'autorité compétente à l'effet de recueillir les communications et d'assurer les devoirs visés à l'article 22, paragraphe 6 du règlement (CE) No 659/1999 du Conseil du 22 mars 1999 portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE.

Les fonctionnaires de la carrière supérieure et ceux de la carrière moyenne du Ministère de l'Economie peuvent prêter assistance à la Commission européenne au titre de l'article 22 du règlement (CE) No 659/1999 du Conseil du 22 mars 1999 portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE. A cet effet, le ministre délivre un mandat écrit à celui ou ceux des fonctionnaires visés ci-dessus. Ils exercent les pouvoirs prévus par l'article 22 du règlement susdit concurremment avec les agents de la Commission européenne.

Art. 32. *Dispositions modificatives et abrogatoires*

La loi du 17 juin 1970 concernant les pratiques commerciales restrictives est abrogée.

La loi modifiée du 2 septembre 1993 créant les conditions requises pour l'application

1. de la loi modifiée du 17 juin 1970 concernant les pratiques commerciales restrictives
2. du règlement No 17 du Conseil de la Communauté européenne du 6 février 1962, pris en exécution des articles 85 et 86 du Traité de Rome
3. du règlement (CEE) No 4064/89 du 21 décembre 1989 relatif au contrôle des opérations de concentration entre entreprises
4. du règlement (CE) No 659/1999 du Conseil du 22 mars 1999 portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE, est abrogée.

La loi du 7 juillet 1983, modifiant la loi du 30 juin 1961 ayant pour objet entre autres d'abroger et de remplacer l'arrêté grand-ducal du 8 novembre 1944 portant création d'un office des prix, est abrogée.

La loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat est modifiée comme suit:

- 1) A l'article 22, section IV, numéro 9 est ajoutée la mention suivante: „Président du Conseil de la concurrence“
- 2) A l'annexe A – classification des fonctions – la rubrique I, „Administration générale“, est modifiée et complétée comme suit:
„Au grade 17 est ajoutée la mention suivante: „Conseil de la concurrence – Président“.
- 3) A l'annexe D – Détermination – la rubrique I, „Administration générale“, est modifiée et complétée comme suit:

„A la carrière supérieure de l'administration, au grade 12 de la computation de la bonification d'ancienneté, est ajoutée au grade 17 la mention suivante: „Président du Conseil de la concurrence“.

Art. 33. Dispositions transitoires

(1) Les affaires pendantes devant la Commission des Pratiques commerciales restrictives en vertu de la loi modifiée du 17 juin 1970 concernant les pratiques commerciales restrictives et non encore clôturées après l'entrée en vigueur de la présente loi seront traitées par le Conseil. Le Conseil appliquera aux affaires pendantes les règles de fond de la loi modifiée du 17 juin 1970 concernant les pratiques commerciales restrictives et aura le pouvoir d'appliquer les articles 81 et 82 du Traité.

(2) Jusqu'au 1er mai 2004, les obligations découlant des articles 10, 11, 13 et 14 du règlement No 17 du Conseil de la Communauté économique européenne du 6 février 1962 et des articles 6, 9, 11, 12, 13, 19 et 24 du règlement (CEE) No 4064/89 du Conseil du 21 décembre 1989 relatif au contrôle des opérations de concentration entre entreprises sont assumées par les agents de l'Inspection. Ils exercent les pouvoirs prévus par l'article 22 du règlement susdit concurremment avec les agents de la Commission européenne.

Luxembourg, le 27 avril 2004

La Rapporteuse,
Agy DURDU

Le Président,
John SCHUMMER

